

Démocratie « à la malgache »

Le Courrier - F. Ram - 12/11/10

Madagascar se veut être un pays qui milite pour les libertés publiques et la démocratie. On ne sait quelle mouche a piqué certains dirigeants de ce pays qui ne veulent pas admettre que s'abstenir ou ne pas voter, fait aussi partie du choix souverain du citoyen. Et voici qu'une commission électorale nationale indépendante (CENI), instituée pour arbitrer, organiser de façon sereine des élections libres et transparentes, valide de telles décisions et se met aux injonctions de l'Exécutif pour appliquer de telles avanies et en faire une exception au code électoral. Unique au monde. Bref, pour ceux qui ne s'intéressent pas à la vie publique et qui en ont ras le bol de cette crise, choisir entre le oui et le non sans autre forme de procès, c'est leur forcer à naviguer entre la peste et le choléra car il n'y a pas d'autre alternative possible. C'est donc normal que la démocratie de rue reprenne ses droits et revienne en force, comme en 2008. Ensuite, comment peut-on condamner des dirigeants politiques pour les probables casses qui se produisent pendant les manifestations. Qui peut réellement contrôler les éléments déstabilisateurs, lorsqu'il y a mouvement de foule ?

Les forces de l'ordre le savent très bien. Le lundi noir du 26 janvier 2009, il y avait pillage à grande échelle des Hypermarché Cora, Magro etc... avec son lot de plusieurs dizaines de victimes, mais aussi destructions de patrimoine public comme la RNM et la TVM. Jusqu'à présent on n'a pas enquêté les responsables des manifestations de l'époque devenus entre-temps dirigeants d'aujourd'hui ; et actuellement on veut récidiver en faisant porter le chapeau des barrages et des incendies de voitures aux dirigeants des 3 mouvances. O Tempora, O Mores, Madagascar fait vraiment exception !

En France pendant les manifestations contre la réforme des retraites de Sarkozy, des milliers de casseurs sont venus perturber le défilé des syndicats. La justice Française a-t-elle condamné les dirigeants des syndicats CGT, CFDT, FO etc... pour dédommager les propriétaires des magasins saccagés ou des voitures pillées ? Donc pour beaucoup, inculper des dirigeants politiques pour cette affaire relève d'une injustice. A moins que le but de la manœuvre ne soit de décapiter la mouvance Ravalomanana, mais cette fois-ci avec la complicité des 2 autres mouvances car Emmanuel Rakotovahiny et Lalatiana Ravololomanana font partie de la mouvance Zafy. Y a-t-il négociation quelque part ?

Quoi qu'il en soit, ces interpellations interviennent au moment où le président de la HAT a transité dans la capitale pour rejoindre Ambalavao Tsienimparihy, si son Premier ministre est dans l'ex-faritany de Toliara depuis 4 jours.

A la veille de ce référendum, on essaie de jouer à la roulette russe pour calmer les esprits. Qu'en sera t-il alors du meeting organisé par Monja Roindefo qui a, semble-t-il, obtenu une autorisation pour le tenir sur les abords du boulevard de l'Europe. Ainsi les observateurs semblent maintenant convaincus que si l'on accepte les caprices de l'ex-Premier Ministre, cela ferait 2 poids, 2 mesures, et les conséquences risquent aussi d'être désastreuses aux yeux de l'opinion Tananarivienne. Car précisons que Tantely Andrianarivo va aussi rassembler les populations de la région du Sud Est, notamment au stade de Manakara. Parions que ce ne sera ni pour le « oui » ni pour le « non ».

Espérons que la population saura toujours garder son sang-froid et son calme avec toutes ces provocations émanant de toutes parts et qui n'inspirent pas une sérénité.

Démocratie, où va-t-on ? Y a-t-il réellement un médiateur dans la salle ?

Source :

http://www.courrierdemada.com/mg/index.php?option=com_content&view=article&id=10757:démocratie-l-a-la-malgache-r&catid=42:editorial